

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



4° année/ n° 185

Du 22 au 28 août 1986

POLITIQUE

GAM: "l'envoyé de l'ONU tergiverse sur les faits"
La RFA ne doit pas octroyer de l'aide au Guatemala
Les paysans demandent la protection de l'église
Le gouvernement va instaurer la carte d'identité
Le gouvernement va procéder à une nouvelle libération des prix
Cerezo rencontre les Président du Honduras et du Salvador
Les chefs d'entreprises rencontrent les leaders contre-révolutionnaires

ECONOMIE

La Grande-Bretagne fournira du pétrole au Guatemala
Nouveau mécanisme de paiement pour les pays d'Amérique Centrale

CONTRE-INSURRECTION

IGE: "L'armée dévaste un village du nord-ouest"
Le Ministre de la Défense se rend au Commandement Sud

INSURRECTION

L'insurrection demande des augmentations salariales pour les travailleurs
L'ORPA attaque un détachement militaire à San Marcos

MOUVEMENT POPULAIRE

Arrêt de la grève face aux menace gouvernementales
La police réprime des manifestations à El Petén
Les employés du secteur bancaire en grève
Les travailleurs d'une Papeterie occupent l'usine
Les professeurs poursuivent leurs protestations

DROITS DE L'HOMME

7 nouveaux assassinats politiques
Des milliers de personnes exigent la formation d'une Commission
La vague de violence sévit toujours
Une grenade est lancée contre un agriculteur

4°P. 12315

POLITIQUE

GAM: "L'ENVOYE DE L'ONU TERGIVERSE SUR LES FAITS"

Le 25 août, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des proches des disparus, accusait l'envoyé spécial des Nations-Unies, le Vicomte Colville de Culross, de tergiverser dans ses rapports sur les faits et les données afférents aux violations des Droits de l'Homme, obtenus par des sources directes au Guatemala.

La Présidente du GAM, Nineth Montenegro de García affirme que " Culross signale toujours le contraire de ce qu'il reçoit comme informations ici, en dépit du fait qu'on lui apporte des preuves et des faits concrets". Cette affirmation suit l'avis émis par Culross qui a démenti les dénonciations portant sur les intimidations du gouvernement envers les travailleurs.

LA RFA NE DOIT PAS OCTROYER DE L'AIDE AU GUATEMALA

Le 20 août, le député d'Allemagne fédérale, Freimut Duve demandait au gouvernement de son pays de ne pas allouer une aide économique au Guatemala jusqu'à ce que la situation des Droits de l'Homme dans ce pays d'Amérique Centrale ne se soit pas améliorée. Cette information était reprise par la presse locale, le 20 août.

Duve affirme que l'on a pour le moins commis 107 assassinats politiques au Guatemala depuis la prise en charge par le gouvernement démocrate-chrétien de Vincio Cerezo, le 14 janvier de cette année.

Le Parlementaire a demandé aux gouvernements d'Europe et des Etats-Unis, qu'ils exercent une pression politique sur le Guatemala, pour mettre un terme au contrôle que l'Armée impose à la population civile et pour qu'il y ait dérogation au décret d'auto-amnistie militaire.

LES PAYSANS DEMANDENT LA PROTECTION DE L'EGLISE

Le 21 août, le Secrétaire Général du Parti Socialiste Démocratique -PSD-, Mario Solórzano Martínez, indiquait que 89 paysans de la bourgade Semuy, du département septentrional de Alta Verapaz, avaient demandé la protection de l'Eglise Catholique face à la persécution dont ils sont l'objet pour le gouvernement.

Le dirigeant politique a précisé que son parti appuyait les demandes du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- en égard à la mise sur pied d'une Commission d'enquête portant sur le lieu de détention des milliers de guatémaltèques disparus à la suite d'interventions des forces de sécurité.

LE GOUVERNEMENT VA INSTAURER LA CARTE D'IDENTITE

Le 21 août, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta indiquait que l'on envisageait la mise en circuit d'une carte unique d'identification personnelle. Dès lors le gouvernement reprendrait une initiative présentée dans le Plan National de Sécurité et de Développement et promu par le gouvernement du Général Efraín Ríos Montt (1982-1983).

A l'époque, le gouvernement militaire avait promu la mise en circuit de ladite carte, sous conseil israélien. Mais le projet fut abandonné devant l'opposition ferme des partis politiques.

LE GOUVERNEMENT VA PROCEDER A UNE NOUVELLE LIBERATION DES PRIX

Le 25 août, le Ministre de l'Agriculture, Rodolfo Estrada Hurtarte signalait que le gouvernement démocrate-chrétien allait procéder à une nouvelle libéralisation des prix des articles de consommation de base. Des dirigeants syndicaux et des consommateurs ont indiqué que la mesure ferait peser plus principalement la crise sur les secteurs populaires et ils ont rappelé qu'en février dernier, le Président Vinicio Cerezo avait permis la libéralisation des prix pour 295 articles de consommation populaire.

CEREZO RENCONTRE LES PRESIDENTS DU HONDURAS ET DU SALVADOR

Le 25 août, les Présidents du Salvador et du Honduras, respectivement José Napoleón Duarte et José Azcona Hoyo, arrivaient au Guatemala, à l'occasion de la réunion de l'Union Panaméricaine des Associations des Ingénieurs -UPADI-, et s'entretenaient avec leur homologue guatémaltèque Vinicio Cerezo.

LES CHEFS D'ENTREPRISES RENCONTRENT LES LEADERS CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

Le 26 août, dans la ville de Guatemala, se tenait un symposium, organisé par la Chambre de la Libre-Entreprise de Guatemala, qui rassemblait d'éminents leaders contre-révolutionnaires d'Amérique Centrale et des chefs d'entreprises guatémaltèques.

Parmi les participants se trouvaient: le dirigeant de l'Union d'Opposition du Nicaragua, le chef d'entreprise Adolfo Calero et le Secrétaire Général de l'Alliance Républicaine Nationaliste -ARENA- du Salvador, la Major Roberto D'Abuisson.

ECONOMIE

LA GRANDE-BRETAGNE FOURNIRA DU PETROLE AU GUATEMALA

Le 20 août, le Vice-Ministre des Relations Extérieures, Rodrigo Montúfar, signalait que le gouvernement de Vinicio Cerezo pourrait faire de la Grande-Bretagne un de ses principaux fournisseur en pétrole brut. Le fonctionnaire a précisé que le rétablissement des relations consulaires avec le Royaume-Uni pourrait donner lieu à l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits guatémaltèques en Australie, au Canada, en Inde, en Afrique et dans les Caraïbes.

NOUVEAU MECANISME DE PAIEMENT POUR LES PAYS D'AMERIQUE CENTRALE

Le 20 août, à Managua, les Ministres de l'Economie et les Présidents des Banques Centrales des 5 pays d'Amérique Centrale se mettaient d'accord eu égard à la création du Droit d'Importation Centre-Américain -DICA-, en tant que nouveau mécanisme de paiement pour le commerce régional qui repose sur la confiance des chefs d'entreprises. Par le truchement du DICA, dont la durée sera d'un an, les chefs d'entreprises d'Amérique Centrale pourront utiliser les monnaies nationales dans leurs opérations commerciales dans la région.

CONTRE-INSURRECTION

IGE: "L'ARMEE DEVASTE UN VILLAGE AU NORD-OUEST"

Le 22 août, l'Eglise Catholique Guatémaltèque en Exil -IGE- dénonçait le fait que des troupes de l'armée provenant de la propriété La Perla, à Chajul, dans le département de El Quiché, au nord-ouest, avaient assassiné 33 paysans du village Xeucavitz, au cours d'une opération qui s'est produite les 28 et 29 juillet.

L'IGE précise que ce massacre fait partie d'une campagne amorcée par l'armée, il y a trois mois, contre la population civile des municipalités de Chajul, Nebaj et Cotzal.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE SE REND AU COMMANDEMENT SUD

Le 21 août, le Ministre de la Défense du Guatemala, le Général Jaime Hernandez se rendait dans la zone du Canal de Panama afin de s'entretenir avec le Général John Galvin, Chef du Commandement Sud de l'Armée des Etats-Unis.

Le Général Galvin a fait envoyé un avion pour le transport de Hernandez, actuellement Président du Conseil de Défense pour l'Amérique Centrale -CONDECA-.

INSURRECTION

L'INSURRECTION DEMANDE DES AUGMENTATIONS SALARIALES POUR LES TRAVAILLEURS

Un communiqué rebelle diffusé le 21 août, indiquait que des Unités guérillères de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- avaient effectué, le 12 août, l'occupation de six plantations caféalières dans le département occidental de San Marcos, où elles ont exigé une augmentation salariale de 65% pour les travailleurs agricoles et de 30% pour les employés administratifs.

Le même communiqué indique que le 18 août, des forces insurrectionnelles avaient affronté des troupes de l'Armée régulière sur la route qui va du Chef-lieu du département occidental de Quetzaltenango à la localité de San Juan Ostuncalco. Le combat s'est soldé par la mort d'un soldat. Le même jour, l'ORPA a occupé deux autres propriétés et une bourgade afin d'exiger, une fois encore, des augmentations salariales pour les travailleurs.

L'ORPA ATTAQUE UN DETACHEMENT MILITAIRE A SAN MARCOS

Selon des informations rebelles rendues publiques le 21 août, des forces insurrectionnelles ont procédé, le 19 août, à une attaque, charges explosives extrêmement puissantes à l'appui, contre le détachement militaire situé dans un lieu connu comme "La Montañita", dans la municipalité de Malcatán, département occidental de San Marcos.

Le communiqué insurrectionnel précise que ce détachement constitue "le centre de la répression et de la torture dans la zone" et il ajoute que le nombre de pertes gouvernementales n'a pas pu être établi.

MOUVEMENT POPULAIRE

ARRET DE LA GREVE FACE AUX MENACES GOUVERNEMENTALES

Des sources émanants des milieux du travail, signalaient le 22 août, que

des milliers d'employés dans le secteur de la santé publique, qui étaient en grève depuis le 15 août, ont dû reprendre le travail le 21 août face aux menaces de licenciements massifs et devant le refus gouvernemental de garantir leur intégrité physique. En dépit de cela, le mouvement a obtenu 30 jours ouvrables de vacances par an, la retraite assortie du 100% du salaire après 25 ans de service et le respect de la part de l'Etat d'autres prestations en matière de travail.

LA POLICE REPRIME DES MANIFESTATIONS A EL PETEN

Le 24 août, des forces de sécurité s'en sont pris à des habitants de la localité Santa Elena, dans le département septentrional de El Petén, qui manifestaient pour protester contre la décision gouvernementale de les priver de leur statut de municipalité. L'intervention de la police s'est soldée par au moins 40 arrestations et plusieurs blessés.

LES EMPLOYES DU SECTEUR BANCAIRE EN GREVE

La presse locale signalait le 22 août que les employés de la Banque Nationale du Développement Agricole - BANDESA - avaient entamé des arrêts de travail à raison d'une heure par jour aux fins d'exercer des pressions destinées à obtenir des améliorations salariales. Les grèves et autres mécanismes de manifestation se sont produits lorsque la direction de cette Banque d'Etat s'est refusée à dialoguer sur les revendications des travailleurs.

LES TRAVAILLEURS D'UNE PAPETERIE OCCUPENT L'USINE.

Le 23 août, les travailleurs de la papeterie parastatale Celluloses du Guatemala -CELGUSA- ont occupé les installations et reçu l'appui de diverses centrales syndicales qui rendent le gouvernement responsable de l'insolvabilité de l'entreprise qui a eu pour effet un retard d'un an dans le paiement des salaires.

Entretemps, des dirigeants de la Fédération des Syndicats des Employés Bancaires et des Assurances -FESEBS- ont exigé du Président Vinicio Cerezo l'adoption de mesures urgentes pour stopper l'inflation.

LES PROFESSEUR POURSUIVENT LEURS PROTESTATIONS

Le 24 août, les Professeurs des départements orientaux de Chiquimula, Zacapa, Jalapa et Jutiapa menaçaient d'entamer une grève comme moyen de pression pour obtenir la réhabilitation de deux fonctionnaires récemment licenciés.

Les enseignants ont indiqué que la promotion des fonctionnaires devait être fonction de leur compétence et non de leur couleur politique.

DROITS DE L'HOMME

7 NOUVEAUX ASSASSINATS POLITIQUES

Le 19 août, des milieux de presse étrangers indiquaient que Crescencio Quiñonez Tellez, 60 ans, et ses deux enfants Valerie et José Luis, 25 et 12 ans, ont été assassinés par balles par des agents de police, le 18 août, dans la municipalité de Comapa, dans le département oriental de Jutiapa.

De même, le 18 août, étaient assassinés, par des effectifs des forces de sécurité, le professeur Pedro Mendoza, 28 ans, dans la ville de Santa Cruz, Chef-lieu du département de El Quiché, au nord-ouest, et le commerçant Rogelio Gómez Chacón, 40 ans, dans la municipalité San Luis, dans le département septentrional de El Petén.

Le même jour, Ovidio Gómez Aguilar et Braulio Aguilar Santizo, deux personnes âgées, ont été assassinés par balles à l'intérieur de leur domicile, dans le département oriental de Chiquimula.

DES MILLIERS DE PERSONNES EXIGENT LA FORMATION D'UNE COMMISSION

Le 22 août, plus de 3.000 personnes participaient à une marche destinée à exiger la formation d'une Commission d'enquête pour déterminer le sort des milliers de disparus au Guatemala, organisée par le Groupe d'Apui Mutuel -GAM- et qui s'est terminée devant le Palais National.

La Présidente du GAM, Nineth Montenegro de García, a remis un document contenant la pétition à madame Sara Mishaán, représentante du Président Vinicio Cerezo.

LA VAGUE DE VIOLENCE SEVIT TOUJOURS

Le 23 août, les proches de Guillermo Alfredo Ambrocio, 23 ans, dénonçaient son enlèvement par des agents de police, vêtus de civil, le 5 août, dans la localité de Amatitlán, département de Guatemala.

Entretemps, les commerçants Edwin Leonel Avila Grijalva et Delfino Hidalgo Rodas, 23 et 29 respectivement, étaient assassinés par balles par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales, le 23 août, dans la municipalité de San Luis, dans le département de El Petén.

UNE GRENADE EST LANCEE CONTRE UN AGRICULTEUR

Le 25 août, des effectifs militaires lançaient une grenade à fragmentations contre Mario Rolando Aroche Escobar alors que ce dernier parcourait à cheval une localité du département oriental de Jutiapa, le blessant gravement.

Selon des sources étrangères, le même jour, trois personnes étaient assassinées par des agents de police dans diverses localités dans les départements de Huehuetenango et de San Marcos.